

CLAUDE SEIBEL

MARYSE MARPSAT

Tendances sociales récentes : quelques exemples à partir de données sociales 1990

Journal de la société statistique de Paris, tome 131, n° 3-4 (1990), p. 3-21

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1990__131_3-4_3_0

© Société de statistique de Paris, 1990, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

COMMUNICATIONS

**TENDANCES SOCIALES RÉCENTES :
QUELQUES EXEMPLES À PARTIR
DE DONNÉES SOCIALES 1990***

Claude SEIBEL

*Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales
à l'INSEE*

Maryse MARPSAT

Chef de la Division des Etudes Sociales à l'INSEE

I. INFLEXIONS ET RUPTURES

Plutôt que de nous engager dans une présentation trop rapide d'un ouvrage que la plupart d'entre vous connaissent déjà, nous voudrions essayer de réfléchir avec vous sur la manière dont « Données Sociales », avec ses sept éditions successives, peut faire apparaître les inflexions de tendances à la fois démographiques, économiques et sociales de la société française.

Si, comme je pense que nous pourrons le démontrer, il y a entre la production de cet ouvrage triennal et l'évolution des représentations de la société française y compris dans ses données statistiques les plus mises en forme, des *décalages* temporels (sur lesquels nous reviendrons), une des lectures possibles de « Données Sociales » va être de repérer, au-delà de la persistance des tendances longues, des *inflexions*, voire des *ruptures* qui seront peut-être l'histoire de demain.

Naturellement il n'y a aucune certitude pour cet avenir que des bouleversements politiques ou des changements de comportement peuvent à tout instant déjouer mais en même temps mettre l'accent sur la recherche d'éventuelles inflexions ou sur des ruptures, c'est élargir la liste des *questions* que les appareils d'études de l'INSEE, des services statistiques des ministères, des chercheurs de l'université ou du CNRS vont s'efforcer de traiter soit grâce à des instruments d'observation existants soit par de nouveaux protocoles scientifiques.

J'ai parlé tout à l'heure de *décalages* temporels dans l'émergence de nouvelles questions de la société française sur elle-même; ne faut-il pas aussi

* Il s'agit du texte de la conférence donnée lors de la réunion de la Société de Statistique de Paris du 16 mai 1990.

voir dans la rédaction de ce type d'ouvrage une fonction d'*anticipation* qui fait partie des progrès de la connaissance d'une société sur elle-même. Elle joue aussi un rôle important en rendant possible, voire légitime, de nouvelles régulations économiques ou sociales qui seront à l'œuvre pendant parfois de longues années.

Examinons de ce point de vue les trois derniers « Données Sociales » 1984-1987-1990. Dans ces trois éditions les rédacteurs en chef se sont efforcés de résumer l'ensemble des contributions chapitre par chapitre.

Dans ces trois éditions il y a des dominantes sur le plan à la fois des faits et des représentations sociales. Sur le plan des faits d'abord, on voit pour toute la décennie s'esquisser les conséquences de la *baisse de la fécondité* même si elle se maintient depuis maintenant une vingtaine d'années avec un indicateur conjoncturel de 1,8 enfant par femme. Grâce aux projections de la population totale, active, du nombre de logements-ménage jusqu'au début du *xxi^e* siècle, mises en œuvre à partir du recensement de la population, il est intéressant de noter que dans le débat public, à partir de ces travaux, seul le fait du *vieillessement* est mis en exergue; à ce thème est associé celui de la solitude, de l'impact sur les régimes de retraite, sur l'équipement collectif d'accompagnement, etc.

Pourtant la déformation de la pyramide des âges vient certes de l'allongement de la vie, par baisse notamment de la mortalité infantile; elle vient encore plus du déficit de naissances et du non renouvellement des générations. C'est une question qui nous a semblé suffisamment importante pour que nous développions tout à l'heure le thème de « l'univers des jeunes » à travers « Données Sociales » : ne s'agit-il pas aussi de la base sur laquelle se fondera notre société à l'avenir ?

Deuxième dominante de la période et j'aurais envie de les traiter en parallèle, même si les facteurs économiques ou politiques sont d'ordre tout à fait différents. Il s'agit depuis une quinzaine d'années des transformations des formes d'emploi et des transformations des formes familiales.

La baisse de l'emploi industriel de 1,7 millions (y compris bâtiment et travaux publics) de 1974 à 1988 a généré un nombre considérable de transformations : augmentation du chômage, endigué pendant un moment en 1977 puis à nouveau en 1982-1983, mais à un coût considérable par les allocations spéciales du FNE puis par les contrats de solidarité (définitivement supprimés en décembre 1983), un développement des formes d'emploi précaire (contrats à durée déterminée, intérim), la mise en œuvre de formules de temps partiel notamment pour les femmes.

Nous nous trouvons là devant un paradoxe, puisque la participation des femmes à la population active, hors des activités ménagères, s'est aussi accompagnée d'un développement considérable du chômage féminin en particulier pour celles d'entre elles qui avaient les niveaux de formation et de qualification les plus faibles.

Sans qu'il y ait relation de cause à effet, mais simple coïncidence temporelle, on note depuis 1972 une nuptialité déclinante ainsi que depuis 1975 des mariages de plus en plus tardifs (ce qui n'empêche pas la stabilisation de la fécondité à un niveau bas mais inchangé depuis 1975). De même la divortialité passe de 40 000 par an au début des années 1970 à 55 000 en 1975 après la mise en place de la réforme; de 1975 à 1986 le divorce double avec des disparités sociales importantes : moins de divorces pour les cadres supérieurs mais la nuptialité y est devenue plus faible; forte divortialité pour les femmes d'employés; très faible pour les agriculteurs. Toutes ces transformations font éclater le modèle traditionnel du couple marié même si le divorce s'accompagne souvent de familles recomposées et de l'attente d'un ou plusieurs enfants.

Néanmoins certaines situations sont fragiles et peu à peu apparaissent un nombre important de familles monoparentales où la femme est chargée de famille : il peut s'agir de mères célibataires, de divorcées auxquelles les juges confient à 85% la garde des enfants, ou de veuves non remariées. La progression en est rapide depuis 1975 particulièrement pour les femmes divorcées.

Tous ces faits sont montrés par la succession des recensements, des enquêtes emploi et surtout des enquêtes famille qui consistent à interroger les femmes dans un district sur 50 lors du recensement. Or c'est un des exemples possibles des décalages temporels que peuvent entraîner les instruments d'observation aussi rodés soient-ils : la complexité des situations homme-femme dans la formation des couples obligerait à rééquilibrer l'observation entre les deux sexes tout en sachant que des aspects déontologiques peuvent se poser pour l'observation des naissances déclarées pour chaque femme par l'homme qui est ainsi interrogé. Nous essayerons avec l'INED de préparer des textes adaptés à ce type de problème.

Nous verrons tout à l'heure avec « l'univers des jeunes » une troisième dominante de la décennie qui vient de s'écouler, c'est en réponse à la crise du chômage et aux situations les plus difficiles des moins qualifiés dans notre société, l'extension considérable de la scolarisation du niveau lycée puis ultérieurement du niveau université.

Les conséquences à terme sont fondamentales pour notre société dans son contexte européen mais nous y reviendrons tout à l'heure dans la discussion. J'ai insisté d'abord sur ces tendances de fond, il me paraît maintenant indispensable d'évoquer les ruptures ou plus modestement les inflexions au cours de la même période de dix ans.

Plusieurs faits économiques marquent le début de la décennie après les expériences de 1981-1982. Le point central me semble être les modifications du rapport salarial notamment la désindexation *a priori* des salaires décidée en 1982-1983. Le retour en arrière sur la politique coûteuse de l'indemnisation du chômage, même pour créer des emplois nouveaux a peu à peu suscité un chômage de longue durée puis des mécanismes puissants de précarité-pauvreté. Il est intéressant de voir que ce thème, absent de l'édition 1984, apparaît en

1987 sous forme de diagnostic à partir d'une étude d'évaluation des politiques sociales. Dans l'édition 90 on trouve à la fois une description des familles à bas revenus et un premier bilan de la mise en place du Revenu Minimum d'Insertion (RMI). Parallèlement la politique de lutte contre le chômage s'oriente vers des publics ciblés tels que les jeunes et les chômeurs de longue durée avec le recours à des formules nouvelles de formation professionnelle.

Autre rupture que l'édition 1987 ne met pas en exergue mais qui apparaît nettement en 1990, c'est la reprise de la production industrielle dans un contexte créateur d'emploi masculin plutôt que féminin. Dans un premier stade il s'agit d'intérim ou de contrat à durée déterminée. Mais n'y a-t-il pas là une des modifications qui peut s'étendre à d'autres faits sociaux : d'ores et déjà on note une reprise de la mobilité professionnelle à partir de 1986 avec des passages nombreux par le chômage, et depuis la fin 1988, une stabilisation du chômage.

En restant dans le registre de la population active on enregistre une moindre hausse du taux d'activité des femmes. Dans la sphère familiale, on enregistre une remontée des mariages et des premiers mariages ainsi que la stabilisation des divorces.

Voilà des exemples de questions que nous devons essayer de creuser à partir du recensement de 1990, de la nouvelle enquête emploi et dès 1991 à partir des premiers résultats de l'enquête famille. Beaucoup d'études ont été publiées dans les éditions précédentes de « Données Sociales » sur les rapports « activité féminine et fécondité ».

La phase du retournement structurel que nous observons actuellement ne nous incite-elle pas à élargir notre point de vue sur activité-constitution des familles et fécondité ?

Je conclurai en résumant, de façon non exhaustive, les points qui apparaissent nouveaux, la « nouveauté » n'étant pas toujours en référence à l'année 1987 :

- Arrêt de la baisse de la fécondité qui se stabilise à 1,8 enfant par femme.
- Remontée des mariages et premiers mariages.
- Croissance persistante des formes particulières d'emploi, d'où une grande diversité des situations professionnelles.
- Stabilisation et même décroissance du chômage.
- Reprise de la mobilité professionnelle à partir de 86, mais passages nombreux par le chômage.
- Affaiblissement de la mobilisation collective des salariés, remontée en fin de période, individualisation des augmentations de salaire.
- Développement rapide de l'informatique dans le travail.
- Part de plus en plus importante prise par les prestations sociales dans le revenu des ménages.

- Développement du temps de loisir et des activités de loisir, sauf de celles concurrencées directement par la télévision.
- Réduction du rythme de croissance des dépenses de santé.
- Diminution de la part de la consommation médicale financée par la Sécurité Sociale
- Décroissance de la part de l'hôpital public, accroissement du privé.
- Augmentation de l'espérance de vie, réduction des inégalités sociales devant la mortalité infantile.
- Réduction de la consommation d'alcool, augmentation de celle du tabac, surtout chez les femmes.
- Diversification des formes de vie familiale, d'où diversification de la demande de logement, qui passe du pavillon en accession à la propriété du logement au centre ville en locatif.
- Stabilisation du nombre des divorces.
- Forte croissance de la demande d'éducation.
- Perte d'influence des associations « militantes » (féministes, syndicales), développement des associations sportives et de 3^e âge.

II. LES JEUNES

A la fin des années 60, la part des moins de 20 ans dans la population était de 33% environ. Ces jeunes constituent aujourd'hui 28% de la population. D'ici l'an 2020, soit une génération environ, cette part passerait à 22,6%, dans l'hypothèse d'une mortalité tendancielle et d'une fécondité au niveau actuel de 1,8.

La proportion des jeunes est, pour la France, plus importante au Nord qu'au Sud. Au niveau européen, les régions où les jeunes sont les plus nombreux, Irlande, Espagne et Italie du Sud, France du Nord, s'opposent à des régions où la population est plus âgée, quelquefois avec une nette discontinuité quand on traverse une frontière, comme dans le cas de la RFA et de la France du Nord¹ (figure 1).

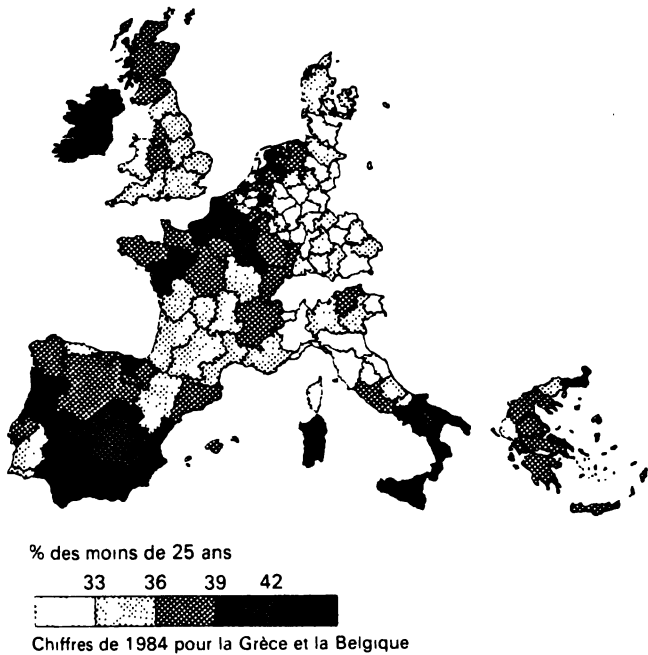
Le départ de chez les parents

Les adolescents vivent chez leurs parents : en 1989, c'est le cas de près de 95% des enfants de 16 ans. A 22 ans, plus de la moitié des jeunes habitent encore le domicile parental (figure 2).

Mais la différence entre garçons et filles est très forte : à 22 ans, quatre garçons sur dix seulement ont quitté leurs parents pour plus de cinq filles sur dix du même âge.

1. Toutes les figures sont extraites de Données Sociales 1990 (INSEE)

FIGURE 1
Structure par âge : Les moins de 25 ans en 1985



Source Eurostat

Le départ de chez les parents suppose une certaine indépendance économique : quand ils sont actifs, les jeunes garçons ont plus souvent quitté leurs parents que lorsqu'ils sont inactifs. C'est l'inverse pour les filles : les inactives, qui souvent ont commencé à fonder une famille, sont plus nombreuses à quitter le domicile parental, les actives (y compris chômeuses) restent plus longtemps.

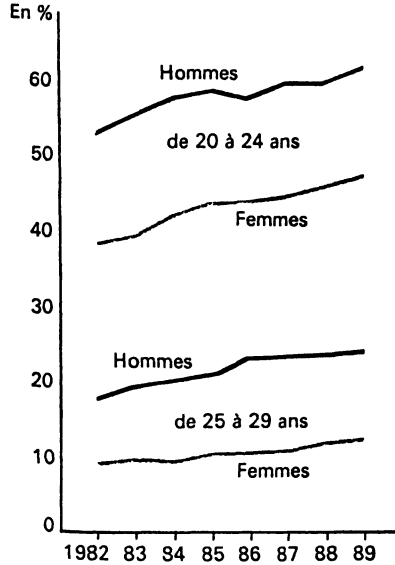
Les comportements varient aussi d'un milieu social à l'autre : ce sont les fils d'agriculteurs qui restent le plus longtemps chez leurs parents, particulièrement les aînés. Les fils et filles de salariés modestes, employés et ouvriers, partent le plus tôt.

Les fils et filles de cadres restent plus longtemps : dans leur milieu social, les études sont souvent plus longues, et le mariage est plus tardif.

Il y a en effet des différences sociales dans les calendriers de mariage :

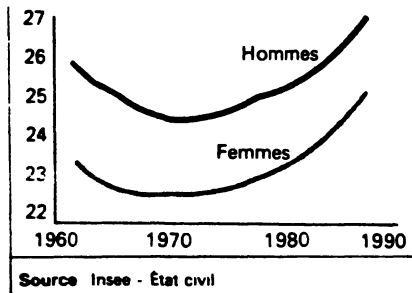
- les filles de cadres se marient moins et plus tardivement : à 29 ans, plus d'une sur trois est encore célibataire ;
- les filles d'ouvriers et d'employés se marient jeunes : à 29 ans, une fille d'ouvrier sur six, une fille d'employé sur cinq est célibataire.

FIGURE 2
*Proportion de personnes de 20 à 29 ans
 vivant avec leurs parents, selon le sexe et l'âge*



La cohabitation avec les parents est plus longue aujourd'hui qu'hier : dans les générations nées en 1940, 70% des hommes et 53% des femmes résidaient au domicile de leurs parents à 21 ans. Ces proportions sont passées à 82% des hommes et 58% des femmes pour les générations nées en 1960 (figure 3).

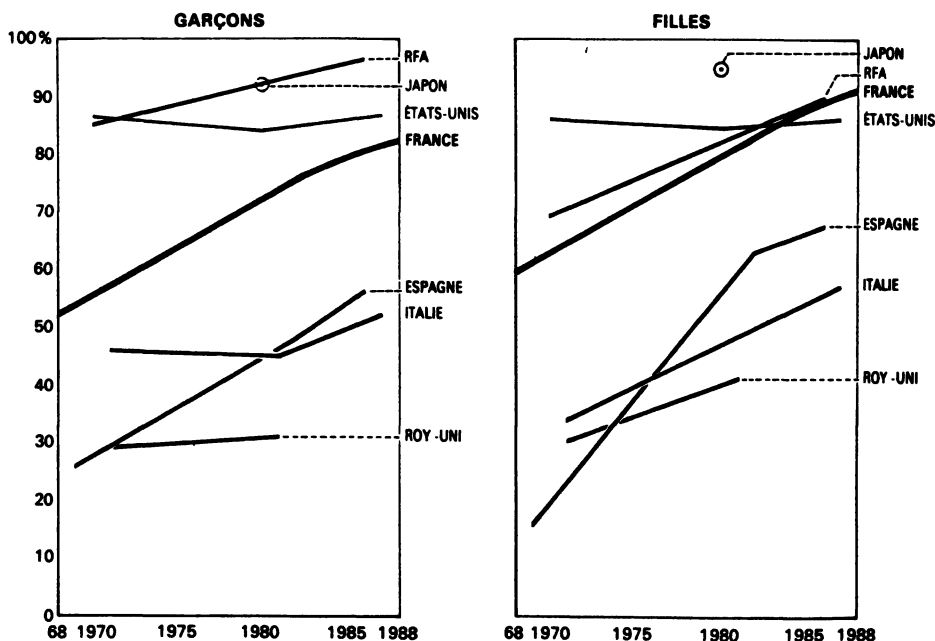
FIGURE 3
Age moyen au 1^{er} mariage



L'allongement de la scolarité

L'enseignement est maintenant un enjeu primordial pour les grands pays modernes. L'accroissement du taux de scolarité² à 17 ans se vérifie partout ; il est particulièrement rapide en France, où ce taux passe pour les garçons de 55% en 1970 à plus de 80% en 1988, et pour les filles de 60% en 1970 à plus de 90% en 1988. Toutefois, les écarts entre pays restent importants (figure 4).

FIGURE 4
Taux de scolarité à 17 ans



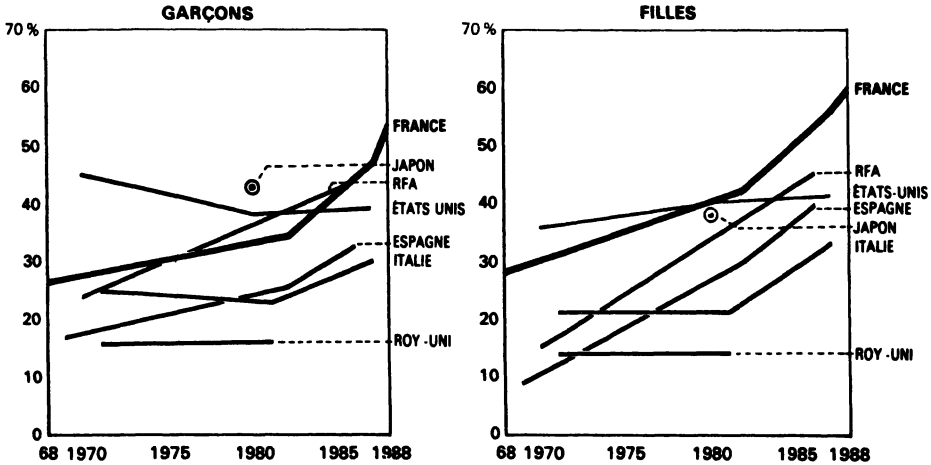
À 19-20 ans, les taux sont moins élevés, les écarts entre pays s'atténuent. En France, le taux de scolarisation de cette tranche d'âge est en hausse rapide depuis 1980, atteignant, en 1988, 50% pour les garçons et 60% pour les filles. Cet allongement de la scolarité correspond à la recherche d'un meilleur diplôme, susceptible de protéger d'un chômage qui touche particulièrement les jeunes (figure 5).

En 1982, les filles étaient plus scolarisées que les garçons jusqu'à 20 ans mais s'arrêtaient plus tôt. À partir de 21 ans, les garçons l'emportaient.

En 1988, l'avance des filles entre 16 et 19 ans s'est réduite mais elles se sont mises à continuer leurs études et ont rejoint les garçons à partir de 21 ans (figure 6).

2. Défini de façon à rendre la comparaison inter-pays la plus fiable possible.

FIGURE 5
Taux de scolarité à 19-20 ans



Cet allongement des études pour les filles est tel que le nombre des étudiantes est maintenant supérieur à celui des étudiants (figure 7).

Ce rattrapage féminin n'a pas complètement effacé les disparités d'orientation : dans le supérieur, les filles sont toujours moins représentées dans les filières scientifiques et techniques, davantage dans celles menant à l'enseignement ou aux professions de la santé.

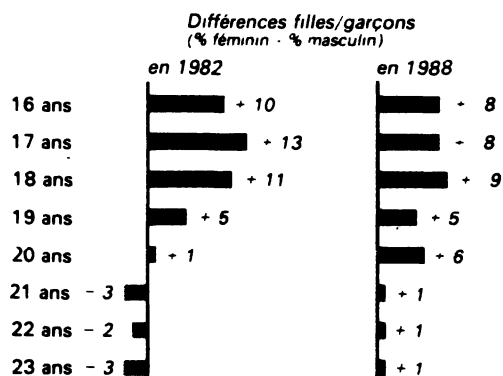
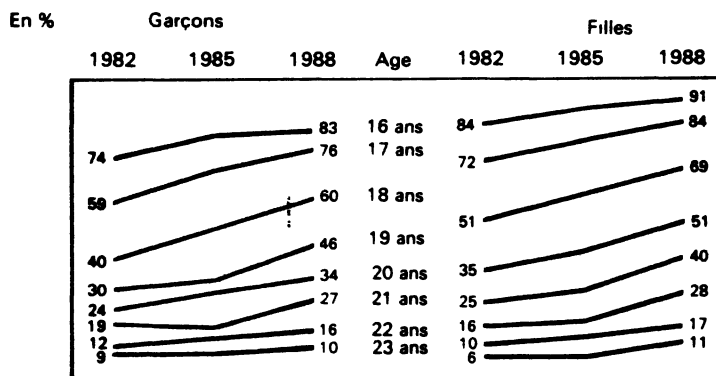
Toutefois un rattrapage s'opère dans certaines filières : en 1986-87, il y avait 52% de femmes en pharmacie, 45% en médecine, 50% en classes préparatoires à HEC (alors qu'elles n'étaient que 17% à préparer HEC en 1970-71).

C'est dès le secondaire que le déroulement des études des filles s'est amélioré. La part des filles ayant effectué leur scolarité secondaire avec au plus un an de retard s'est accrue plus vite que la part des garçons (+ 19% pour les filles, + 10,2% pour les garçons, entre la génération entrée en sixième en 1962 et celle entrée en 1980). Progrès qui respecte toutefois les inégalités sociales habituelles : ce taux est en effet de + 12,5% pour les fils de cadres supérieurs et 21,2% pour leurs filles, mais seulement + 7,1% pour les fils d'ouvriers et + 15,1% pour leurs filles (figure 8).

Malgré cela, l'accès aux terminales C ou D est en régression chez les filles, qui sont désormais dépassées par les garçons (figure 9).

Dans le domaine de l'enseignement professionnel, peu de choses ont changé. Les filles sont moins souvent orientées vers les filières courtes de l'enseignement professionnel, et là encore, la formation diffère : aux garçons les filières industrielles et artisanales, aux filles, l'habillement et le tertiaire, aux débouchés incertains.

FIGURE 6
Les taux de scolarisation augmentent



Source : Insee, enquête Emploi.

Champ : Jeunes âgés de 16 à 23 ans au 1^{er} janvier de l'année considérée

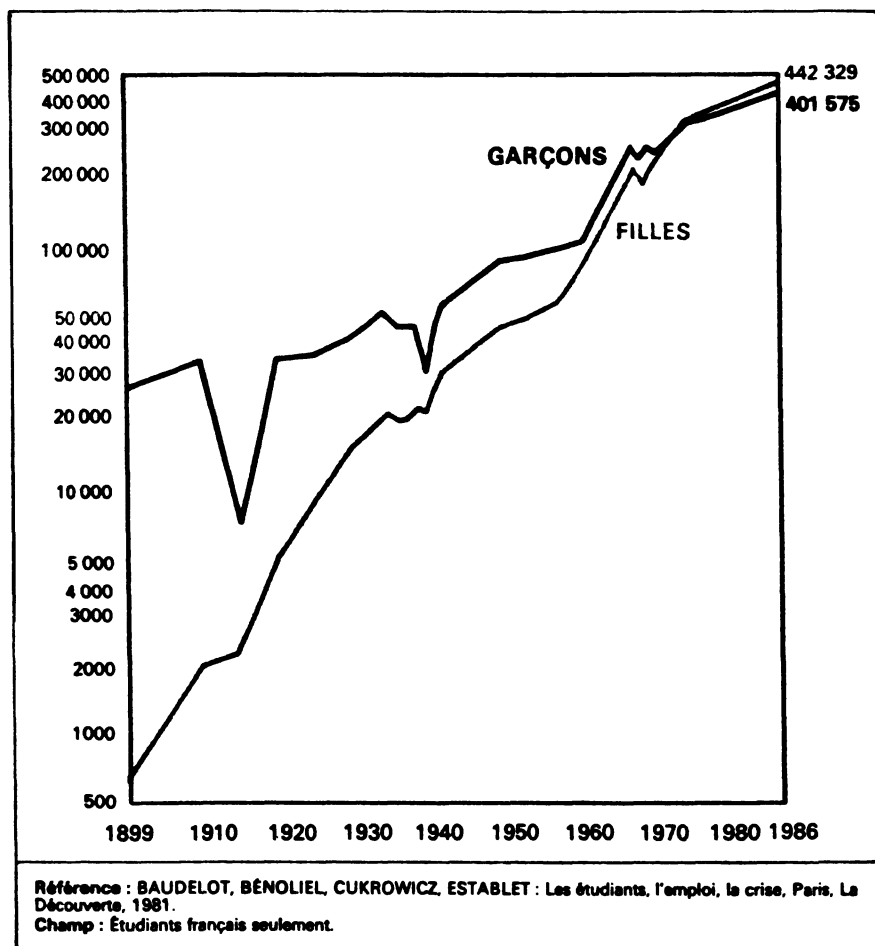
Lire ainsi : Sur 100 garçons de 19 ans, 30 étaient scolarisés en mars 1982, 46 le sont en mars 1988

L'entrée dans la vie active

En raison de la prolongation de leurs études, les jeunes entrent maintenant plus tard dans la vie active. Ainsi l'âge médian de sortie du système scolaire, âge auquel 50% de la génération a quitté la formation, est passé de 17 ans en 1982 à plus de 18 ans en 1988. Le taux d'activité des jeunes est en baisse pour les moins de 25 ans (figure 10).

Mais cette entrée, même retardée, dans la vie active, ne s'accompagne pas toujours d'un emploi stable. Les jeunes sont plus souvent chômeurs que leurs aînés : 20,7% des actifs de moins de 25 ans sont au chômage, soit 16% des actifs masculins et 26% des actifs féminins de cette tranche d'âge (figure 11).

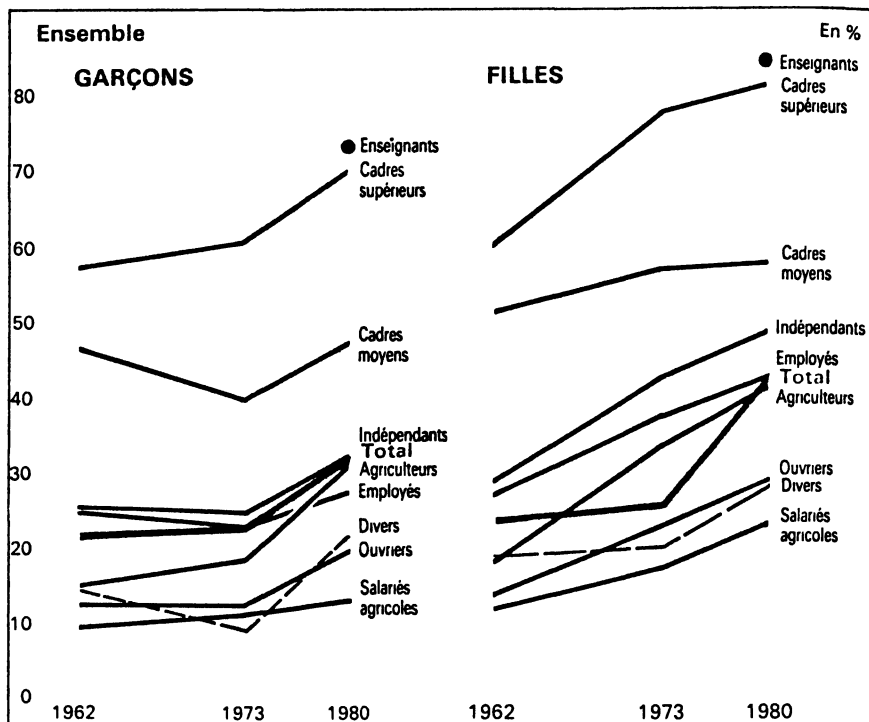
FIGURE 7
Évolution des effectifs étudiants depuis 1900



L'écart entre les jeunes et leurs aînés s'est réduit depuis 1984, en raison du développement des emplois aidés. Les emplois non aidés occupés par des jeunes, quant à eux, se sont réduits d'un quart entre 1983 et 1988. Actuellement, un jeune sur six est dans un emploi aidé.

La protection contre le chômage qu'offrent les différents diplômes est variable, et a évolué dans le temps. L'un des indicateurs en est le taux de chômage 9 mois après la sortie de l'école. Au total, ce taux est en baisse depuis 84. Les écarts par niveau de formation restent importants, quoique plus faibles qu'au moment où le chômage était maximum. Pour les filles aujourd'hui, CAP ou BEP correspondent au même taux de chômage (30%) que le baccalauréat (figure 12).

FIGURE 8
*Proportion d'élèves titulaires du baccalauréat
 ou scolarisés en terminale huit ans après l'entrée en sixième*



Les salaires

De plus en plus diplômés, les jeunes gagnent-ils plus ou moins que leurs aînés ?

La hiérarchie des diplômes demeure, mais les écarts hiérarchiques se modifient, avec un certain déclassement des diplômes universitaires.

Seuls se maintiennent parmi les 5% les mieux payés : le Capes, l'agrégation, le doctorat en médecine, les diplômes de sortie d'une grande école (figure 13).

D'autre part, un modèle de carrière, séparant les effets d'âge des effets de génération, permet d'établir que l'effet de génération est négatif à partir des années cinquante. Les jeunes nés après cette date sont pénalisés par rapport à leurs aînés (figure 14).

Les loisirs

Les loisirs sont pour les jeunes « une affaire sérieuse », contribuant à la formation des goûts et de la personnalité. Trois caractéristiques distinguent les loisirs des jeunes de ceux de leurs aînés : plus d'activités physiques ou

FIGURE 9
*Taux d'accès dans une terminale scientifique (C ou D)
 six ans après l'entrée en sixième, selon l'origine sociale et le sexe*

| En % | | | | | | | | |
|--------------------|---|-------------|------------|------------|--|-------------|------------|------------|
| 1973-1980 | GARÇONS Âge à l'entrée en 6 ^e | | | | FILLES Âge à l'entrée en 6 ^e | | | |
| | en avance | âge normal | en retard | Ensemble | en avance | âge normal | en retard | Ensemble |
| Cadres supérieurs | 41,2 | 27,6 | 2,1 | 25,2 | 48,4 | 30,2 | 1,8 | 30,4 |
| Cadres moyens | 61,9 | 16,8 | 1,7 | 13,1 | 25,0 | 20,6 | 1,2 | 15,8 |
| Patrons | 27,3 | 10,5 | 0,4 | 6,9 | 21,7 | 9,8 | 3,4 | 8,4 |
| Employés | 28,6 | 10,5 | 0,7 | 5,8 | 34,7 | 12,8 | 0,0 | 8,0 |
| Agriculteurs | 15,3 | 5,7 | 1,0 | 3,3 | 32,4 | 10,1 | 1,3 | 7,9 |
| Ouvriers | 17,0 | 4,4 | 0,1 | 1,8 | 19,2 | 5,7 | 0,6 | 3,0 |
| Salariés agricoles | - | 6,1 | - | 1,7 | 0,0 | 13,5 | 1,3 | 4,9 |
| Ensemble | 29,8 | 10,7 | 0,5 | 6,1 | 31,5 | 12,6 | 0,9 | 8,3 |
| 1980-1988 | | | | | | | | |
| Cadres supérieurs | 40,9 | 27,9 | 1,1 | 26,8 | 33,0 | 25,7 | 3,1 | 25,4 |
| Cadres moyens | 30,9 | 14,8 | 2,7 | 12,8 | 24,3 | 12,1 | 3,0 | 11,3 |
| Patrons | 42,3 | 10,8 | 1,0 | 8,4 | 10,9 | 6,7 | 0,6 | 5,6 |
| Agriculteurs | 19,2 | 6,9 | - | 5,2 | 27,3 | 8,8 | 0,0 | 7,8 |
| Employés | 16,7 | 7,1 | 3,8 | 4,7 | 19,6 | 8,6 | 2,1 | 6,8 |
| Ouvriers | 11,0 | 5,2 | 0,2 | 3,0 | 14,7 | 4,8 | 0,0 | 3,2 |
| Salariés agricoles | 2,5 | 2,4 | 0,0 | 2,1 | 0,0 | 11,1 | 0,0 | 5,1 |
| Ensemble | 24,0 | 10,7 | 0,9 | 7,8 | 24 | 9,7 | 0,4 | 7,6 |

Champ : Cohortes 1973-1980 et 1980-1988.
 Lire ainsi : Sur 100 garçons fils de cadres supérieurs, entrés en sixième en 1973 avec un an d'avance, 41,2 sont scolarisés sept ans plus tard dans une terminale scientifique C ou D.
 En couleur, les pourcentages supérieurs à la moyenne.

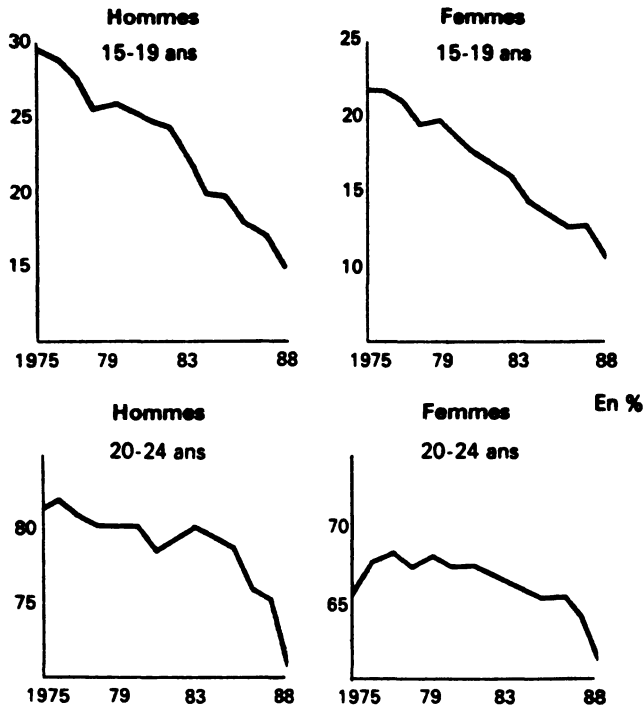
sportives, des activités à domicile dans un but d'enrichissement personnel, des sorties fréquentes.

Les jeunes écoutent beaucoup de musique, lisent plus de livres. Ils font des collections, de la peinture, du dessin, du théâtre amateur. Ils écrivent pour le plaisir, jouent d'un instrument de musique, s'intéressent à la micro-informatique.

En revanche, ils sont peu concernés par les loisirs « utilitaires » (bricolage, jardinage). Ils lisent moins les journaux quotidiens, écoutent moins la radio (sauf les émissions de musique), regardent moins la télévision.

En dehors du cinéma, ils assistent à moins de spectacles que leurs aînés, vont moins au musée et au théâtre. Mais ils sortent davantage en groupe (au café, pour aller danser), ce qui leur permet de faire ou d'approfondir des rencontres.

FIGURE 10
Évolution des taux d'activité de 1975 à 1988
 selon le sexe, l'âge et la situation familiale*



Les filles moins mobiles que les garçons

La famille est plus présente dans le temps libre des filles que dans celui des garçons : l'essentiel des loisirs se passe en famille pour 22% des filles et 11% des garçons seulement.

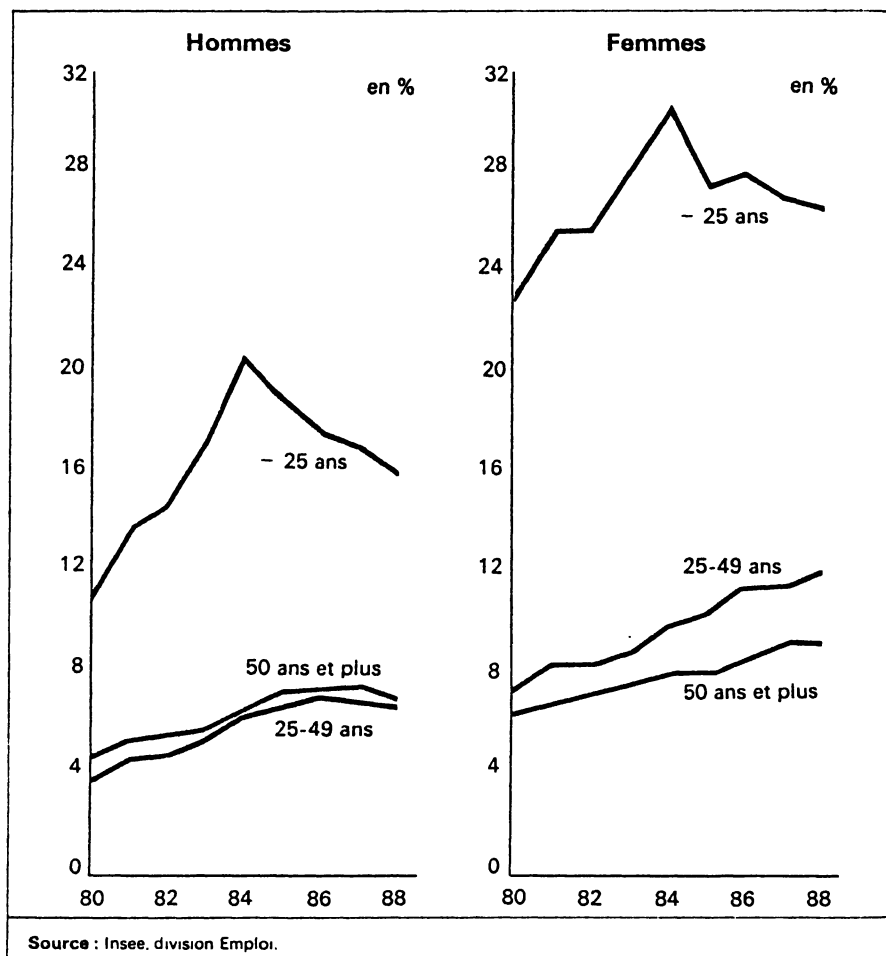
Elles sont moins nombreuses à disposer d'argent de poche, ou d'un moyen de transport comme une mobylette (33% des garçons de moins de 21 ans, 10% des filles).

Mais c'est surtout d'une classe sociale à l'autre que les loisirs des jeunes diffèrent. Certains loisirs restent socialement très distinctifs : le tennis, la natation, le ski de piste, la fréquentation du théâtre, du concert classique, de l'opéra, sont le fait des jeunes « de bonne famille ». Le football reste un grand sport populaire masculin.

Les enfants de certaines catégories sociales, tels les fils et filles d'ouvriers non qualifiés, sont soumis à de fortes contraintes économiques qui réduisent leurs activités de loisir.

La danse, pratiquée par presque tous les jeunes, est cependant un bon exemple de différenciation sociale : en effet, les fils de cadres dansent en milieu

FIGURE 11
Taux de chômage par sexe et par âge

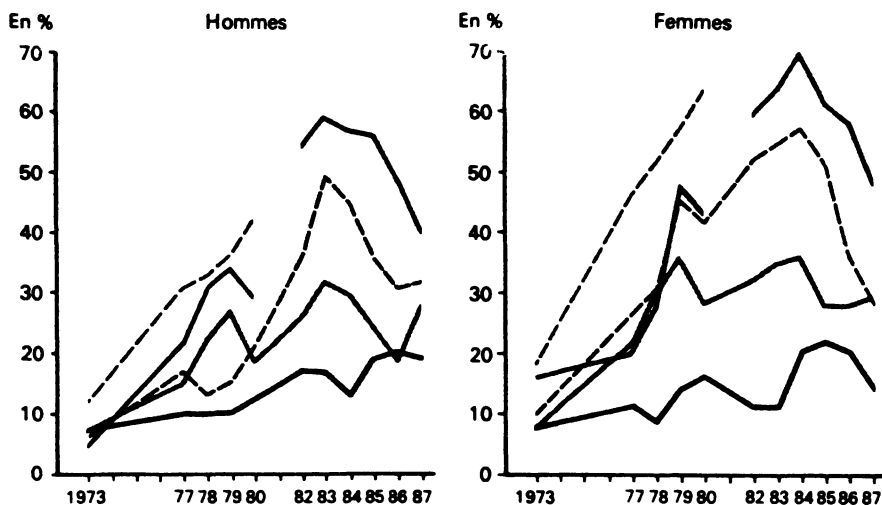


privé, les fils d'agriculteurs au bal, les fils d'employés et d'ouvriers qualifiés en boîte de nuit. Enfin, les enfants d'ouvriers non qualifiés restent des exclus de la danse.

Un symbole du passage progressif à l'âge adulte : la participation électorale

Les jeunes ne s'inscrivent pas sur les listes électorales dès qu'ils sont en âge de le faire (figure 15). Cette entrée dans l'électorat est lente : ce n'est que vers la quarantaine que les taux d'inscription deviennent supérieurs à la moyenne. Chez les plus jeunes comme chez leurs aînés, la non-inscription de même que

FIGURE 12
 « Taux de chômage » par niveau de diplôme
 neuf mois après la sortie de l'école



Source : Insee, enquête Emploi

Lire ainsi : Le taux de chômage est le rapport du nombre de chômeurs à l'ensemble des actifs occupés (actifs occupés, chômeurs, TUC et SIVP). Les apprentis ne sont pas comptabilisés ici parmi les actifs

----- Aucun diplôme ou CEP

———— Brevet des collèges

(A partir de 1982 ces deux premiers niveaux sont regroupés)

----- CAP ou BEP

———— Baccalauréat

———— Supérieur au baccalauréat

l'abstention touchent plutôt les urbains, les non-diplômés, les chômeurs, ceux qui n'ont pas de préférence partisane.

FIGURE 13

*L'évolution des rangs occupés dans la hiérarchie des salaires
selon le diplôme et le sexe*

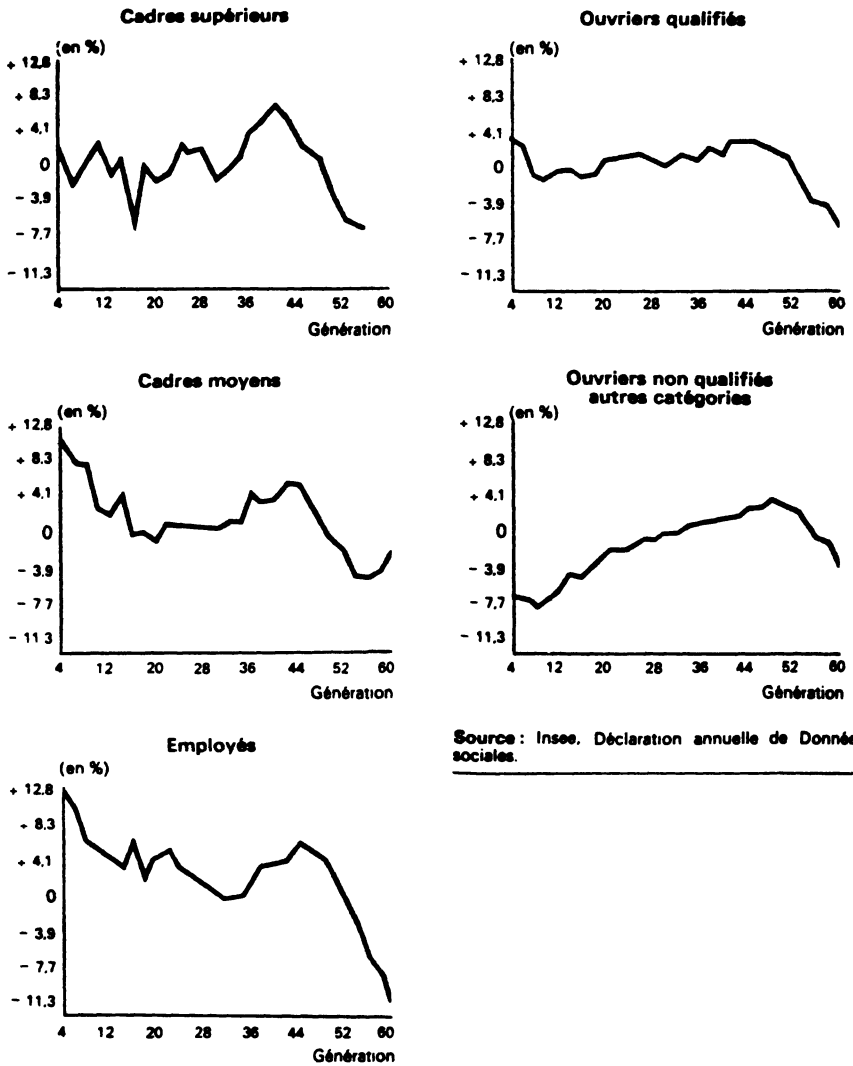
| Niveau de diplôme | En % | | | | | |
|--|--------|-------|-------|--------|-------|-------|
| | Hommes | | | Femmes | | |
| | 1970 | 1977 | 1985 | 1970 | 1977 | 1985 |
| Dans la hiérarchie des salaires les plus bas, font partie... | | | | | | |
| des 10 % les moins payés | | | | | | |
| Sans diplôme | 15,3 | 26,8 | 30,4 | 24,5 | 19,7 | 25,3 |
| CEP | 8,8 | 10,7 | 10,2 | 10,8 | 12,5 | 16,1 |
| CAP | 17,9 | 12,2 | 15,8 | 14,2 | 19,2 | 20,9 |
| BEPC | 3,5 | 8,5 | 6,5 | 5,0 | 9,3 | 14,6 |
| des 25 % les moins payés | | | | | | |
| Sans diplôme | 50,4 | 53,3 | 56,0 | 49,6 | 53,4 | 52,0 |
| CEP | 34,1 | 35,8 | 36,3 | 37,8 | 44,4 | 70,3 |
| CAP | 26,5 | 28,1 | 31,5 | 24,8 | 27,6 | 36,3 |
| BEPC | 12,2 | 29,0 | 17,7 | 20,2 | 24,5 | 34,4 |
| des 50 % les moins payés | | | | | | |
| Sans diplôme | 78,9 | 79,0 | 82,4 | 78,8 | 81,0 | 92,0 |
| CEP | 65,0 | 73,5 | 61,9 | 73,0 | 73,8 | 91,5 |
| CAP | 54,7 | 57,8 | 63,8 | 55,0 | 57,0 | 68,0 |
| BEPC | 42,4 | 55,9 | 56,5 | 41,8 | 60,1 | 69,3 |
| Bac général | 17,8 | 21,0 | 21,9 | 15,7 | 30,1 | 42,9 |
| BTS, DUT | 4,4 | 12,0 | 10,7 | 20,9 | 10,9 | 22,0 |
| Licence, maîtrise | 6,6 | 4,8 | 5,5 | 3,0 | 5,6 | 3,4 |
| Dans la hiérarchie des salaires les plus élevés, font partie... | | | | | | |
| des 25 % les mieux payés | | | | | | |
| Bac général | 46,8 | 44,5 | 41,8 | 50,7 | 34,6 | 20,1 |
| Bac + 2 | 72,1 | 65,6 | 62,6 | 52,9 | 72,1 | 51,6 |
| Licence, maîtrise | 78,9 | 71,0 | 76,5 | 75,1 | 78,6 | 57,9 |
| Médecine | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Grande école | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| des 10 % les mieux payés | | | | | | |
| Bac général | 16,3 | 11,2 | 17,3 | 14,1 | 7,2 | 6,1 |
| DEUG, DUEL | 29,1 | 16,2 | 14,7 | 28,5 | 43,0 | 45,5 |
| BTS, DUT | 41,2 | 31,7 | 18,0 | 49,6 | 36,2 | 19,4 |
| Licence, maîtrise | 40,4 | 39,1 | 29,9 | 51,8 | 54,4 | 28,4 |
| Médecine | 100,0 | 84,6 | 72,1 | 93,6 | 89,2 | 71,1 |
| Grande école | 92,9 | 100,0 | 92,1 | 75,0 | 100,0 | 100,0 |
| des 5 % les mieux payés | | | | | | |
| Bac général | 3,4 | 2,3 | 5,6 | 2,9 | 2,1 | 3,9 |
| DEUG, DUEL | 11,4 | 11,6 | 5,2 | 18,6 | 22,1 | 39,1 |
| BTS, DUT | 1,9 | 12,3 | 5,6 | 39,9 | 30,6 | 9,1 |
| Licence, maîtrise | 26,9 | 20,3 | 10,5 | 37,5 | 26,6 | 20,0 |
| Médecine | 64,7 | 62,1 | 58,9 | 83,2 | 46,8 | 58,5 |
| Grande école | 78,5 | 64,7 | 88,0 | 32,3 | 100,0 | 100,0 |

Source : Insee, enquêtes Formation - Qualification Professionnelle de 1970, 1977 et 1985

Champ : Salariés ayant une expérience professionnelle courte (5 ans ou moins)

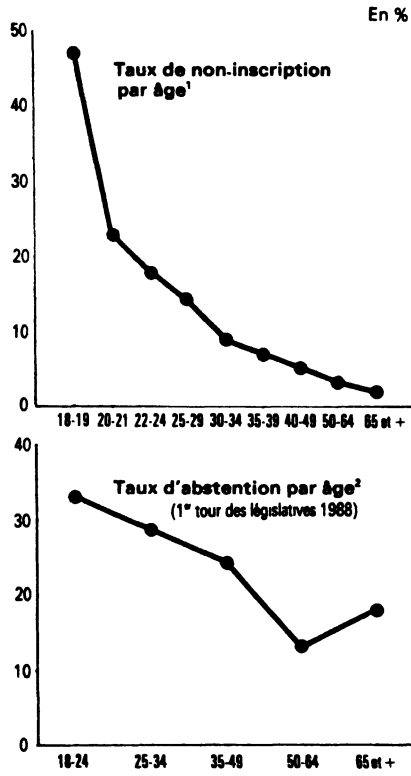
Lire ainsi : En 1970, 15,3 % des hommes sans diplôme faisaient partie des 10 % des hommes les moins payés, ils sont deux fois plus nombreux (30,4 %) en 1985. De même en 1970, 37,5 % des femmes titulaires d'une licence ou d'une maîtrise faisaient partie des 5 % des femmes les mieux payées, elles ne sont plus que 20,0 % en 1985.

FIGURE 14
Effet de génération sur le salaire



Source : Insee. Déclaration annuelle de Données sociales.

FIGURE 15
Une moindre participation électorale des jeunes



Source : 1 - Enquête OIP 1987
 2 - L. Harris / Le Figaro, juin 1988